

En 2014, le Bureau de l'Ires a confié à Philippe Dole la mission de mener une évaluation de l'Ires pour identifier les besoins des organisations syndicales et les moyens nécessaires à l'institut.

Parmi la douzaine de recommandations qui figurent dans le rapport réalisé par Philippe Dole avec un groupe d'experts et de spécialistes tels Jérôme Gautié et Philippe Pochet, une partie d'entre elles sont engagées.

Le rapport souligne l'importance de développer la stratégie de communication et de nouveaux supports. Il suggère également de développer la stratégie sur une synergie plus forte entre les recherches de l'Institut et les études d'Agence d'objectifs.

Dans ce rapport, il est dressé le constat de la richesse de l'ensemble des travaux conduits par l'Ires.

Dans le présent numéro de La Lettre de l'Ires -qui sera amenée à évoluer d'ici la fin de l'année en passant en version uniquement électronique-, les travaux en cours et les projets de recherche retenus pour la période à venir sont recensés. La qualité de ces projets a été saluée par le conseil d'administration et sa composante scientifique.

Je vous laisse en avoir un premier aperçu et tiens à saluer l'ensemble de l'Equipe de l'Ires pour son engagement. Un nouveau site internet va voir le jour dans quelques mois et ambitionne de valoriser les publications de l'Institut et les communications des chercheurs, ainsi que les études de l'Agence d'objectifs dont vous trouverez dans ce numéro les résumés des derniers travaux réalisés et déposés.

Bernard Ibal,
Président

Programme de travail 2015 :

Bilan et perspectives

Le 26 mars 2015, le conseil d'administration de l'Ires a approuvé le bilan 2014 et les perspectives du programme de travail de recherches de l'Ires. Les discussions et débats ont souligné la richesse des travaux qui sont conduits malgré l'effritement des moyens.

Dans cette Lettre de l'Ires, nous présentons de manière succincte les travaux de recherche en cours et des projets programmés en 2015 ; le rapport d'activité 2014 et le programme 2015 sont disponibles sur le site www.ires.fr.

Relations professionnelles

Le groupe des relations professionnelles est investi dans de nombreux projets. Après les travaux sur la dynamique des systèmes de représentation et de négociation collective en France et en Europe, un chantier important est engagé pour la Dares -sur les évolutions des Comités d'entreprise-. La recherche engagée en partenariat avec des cabinets de consultants (Syndex, Secafi et Orseu) porte notamment sur l'impact de la loi de sécurisation de l'emploi de 2013 sur le fonctionnement des CE. L'équipe du groupe relations professionnelles poursuit ses travaux sur les champs public privé et en particulier en analysant l'impact de la décentralisation de la négociation collective sur les négociations salariales.

D'autres projets s'inscrivent sur des dimensions européennes et internationales. C'est le cas notamment des travaux sur l'efficacité de la représentation des salariés dans les entreprises, la participation des salariés aux conseils d'administration, la négociation collective transnationale d'entreprise, le syndicalisme (certaines en s'associant avec le Crimt au Québec), les pactes sociaux (projet dans le cadre d'une étude syndicale : agence d'objectifs Unsa Education).

Emploi

Les travaux conduits par le groupe emploi visent principalement à éclairer les transformations en cours autour de trois grands axes :

- Les effets macroéconomiques de la crise sur les trajectoires et les régimes salariaux en zone euro : outre les recherches sur ce thème, de nouveaux outils de décryptage seront élaborés par l'Ires afin d'offrir des analyses approfondies notamment sur la situation économique et sociale en France et en Europe.
- Les effets de la mondialisation des groupes sur le système productif et le rapport salarial (emploi et modes de rémunération) sont appré-

hendés au travers d'études des stratégies, positionnements et comportements des groupes industriels ou bancaires. Il s'agit en particulier d'observer leurs effets sur l'emploi et la rémunération et les conflits pouvant survenir dans la répartition entre actionnaires et salariés.

- Les formes de segmentation du marché du travail continuent de faire l'objet d'attentions : inégalités hommes-femmes, emploi des jeunes...

Travail

Sur le travail, l'essentiel des recherches engagées s'articule autour de trois thèmes principaux :

- La sécurisation des parcours professionnels : il s'agit de prolonger une enquête conduite en 2014 où les figures de l'accompagnement, les apports pour les individus, la contribution de la formation, méritent d'être approfondies et explorées au regard des parcours.

- Les intermédiaires des politiques d'emploi et la mise en œuvre de dispositifs publics d'accompagnement vers l'emploi.

- Les liens entre restructuration, revitalisation des territoires et les pratiques d'anticipation qui s'y nouent, du côté des entreprises, comme des acteurs locaux : ce travail vise en particulier à clarifier la situation, les notions souvent mobilisées, et d'étudier également des pratiques susceptibles de préserver la santé économique des territoires.

Revenus

Le groupe revenus mène de nombreux projets autour des axes suivants :

- La formation des salaires, l'épargne salariale et la diversification des formes de rémunération : plusieurs projets sont engagés en France et au niveau européen sur les salaires négociés, notamment dans le cadre de projets de travaux antérieurs avec le réseau syndical de recherche Turi.

- La distribution et l'évolution des revenus disponibles des ménages avec une recherche sur la quantification d'un « revenu minimum décent » et des travaux sur les inégalités de revenu.

- La protection sociale et l'ensemble des transferts : les travaux portent notamment sur les mutations des dépenses de protection sociale depuis 1949, sur les aidants informels...

Les activités transversales conduites par l'Ires continuent de se développer à l'instar d'un nombre d'or-

ganisation de journées d'études ou de colloques avec des partenaires comme les instituts du travail ou d'autres centres de recherche.

Outre ces activités de recherche, l'Ires anime deux publications : La Chronique internationale et la Revue de l'Ires. Cette activité vise à mettre à disposition des travaux, qu'il proviennent de l'Ires ou d'autres centres de recherche, qui répondent aux attentes des lectorats.

Un nouveau site de l'Ires doit voir le jour en 2015. L'objectif est de mieux mettre à disposition les travaux de recherche mais aussi de développer des nouveaux supports.

Enfin, l'Ires organise de nombreuses rencontres. En 2015, le séminaire international a été relancé. Il favorise l'échange sur les expériences étrangères dans le champ des relations professionnelles. En février, Les Entretiens de l'Ires se sont tenus au Conseil économique, social et environnemental autour du numéro spécial de la Chronique internationale de l'Ires intitulé « Santé, Education : services publics dans la tourmente ».

Frédéric Lerais et Benoît Robin

Conventions de recherche

- Les régulations de la relation de l'emploi (contrat de recherche Dares)
- Les négociations salariales (Cawie II)
- Les comités d'entreprises : usage des nouveaux outils (Dares)
- Efficacité de la représentation des salariés en Allemagne, Pays-Bas, France (WSI-Tilburg)
- Les pactes sociaux (UNSA-Education)
- Participation des salariés aux Conseils d'administration (Seeurope, CE)
- Bas revenu et conditions de vie en Europe (Silc-Eu)
- Aidant-e-s informel-le-s et écarts de salaire (LDH)

[Document de Travail, n° 02.2015](#)

Les négociations d'entreprise sur l'emploi : quelques expériences européennes

Jacques Freyssinet

Depuis la décennie 1980 et plus encore depuis la décennie 1990 un double mouvement conjoint peut être observé dans la négociation collective au sein des pays européens. D'une part, en termes de niveaux, la tendance est à la décentralisation vers l'entreprise. D'autre part, en termes de contenus, une importance croissante est accordée aux objectifs qui portent sur l'emploi. Si ces deux évolutions paraissent globalement indiscutables, leurs caractéristiques méritent d'être discutées en détail car elles revêtent, selon les pays et selon les périodes, des modalités variées.

Projets d'études d'Agence d'objectifs 2015 déposées par les organisations syndicales

Relations professionnelles

- Unité-SGP-Police : une nouvelle organisation syndicale au sein de FO (projet d'études de l'Agence d'objectifs proposé par FO)
- Enquête sur les délégués FO au congrès confédéral de 2015 (FO)
- La négociation des grilles de classification (CFDT)
- Classification dans la fonction publique 1946-2016 (Unsa-Education)
- Sociologie militante de l'Unsa (Unsa-Education)
- Dans un monde en bouleversement : pour un nouveau contrat social (CFTC)

Emploi

- Analyse de l'impact des caractéristiques locales sur les variations de l'emploi des entreprises et des établissements (CFE-CGC)
- Insertion professionnelle et expériences d'accompagnement du retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi (CFDT)
- Socle commun en formation initiale et professionnelle continue
- L'emploi des jeunes (FO)

Travail

- Chaîne globale de valeur et travail décent : pour un renouveau de l'OIT (FO)
- Devenir cadre : de nouvelles combinaisons des facteurs d'accès au statut ? (CFE-CGC)
- Lutte contre la désinsertion professionnelle liée aux problèmes de santé (CFDT)
- Communautés de travail et de produit : connaissance et prise en compte pour l'action syndicale (CGT)
- Le harcèlement sexuel dans la marine marchande à l'heure de la féminisation des métiers du transport maritime (CGT)

Revenus

- Epargne salariale : vers un nouvel élan ? (CFTC)
- Secteur de la petite enfance dans l'économie sociale : évaluer les risques de l'ouverture à la concurrence (FO)
- Retraites et vulnérabilités face aux dépenses de Santé (CFE-CGC)
- Revenus du capital (CGT)

IRES • Biblio

Chronique Internationale de l'IRES

N° 149 - mars 2015

Allemagne

Une loi sur la représentativité syndicale ?
Adelheid Hege

Les syndicats catégoriels, nouveaux acteurs de la négociation collective

Marcus Kahmann

Belgique

Le projet gouvernemental contesté, par la mobilisation et la négociation

Bernard Conter, Vaïa Demertzis, Jean Faniel

Polynésie

Plan de relance : les partenaires sociaux au rendez-vous de l'avenir tahitien

Stéphane Le Queux

Argentine

La précarisation contractuelle au sein de l'Etat
Santiago Duhalde

International

Le traité transatlantique : un accord controversé et dangereux pour les salariés

Claude Serfati

La Revue de l'IRES

N° 82 – 2014/3

Les budgets de référence : un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté

Pierre Concialdi

Les indicateurs de législation protectrice de l'emploi au crible de l'analyse juridique

Raphaël Dalmasso

L'accroissement de la durée des conventions collectives de travail québécoises depuis 20 ans : nouvelle normalité, partenariat consolidé ou manifestation du pouvoir patronal ?

Mélanie Laroche, Patrice Jalette, Frédéric Lauzon

Duguay

Territoire et syndicalisme, entre respect des valeurs et besoins d'évolution, la démarche CGT

Martine Bernard-Roigt

Entreprise financière et internationalisation des groupes français : un premier état des lieux

Catherine Sauviat, Claude Serfati

Publications extérieures des chercheurs

Concialdi P. (2014), « Qu'est-ce que la pauvreté ? Eléments de cadrage », in Les Cahiers de profession banlieue, La pauvreté au quotidien, comprendre pour agir, Décembre, pp. 13 à 29.

Concialdi P. (2014), « Pauvreté, précarité et chômage », in Actualités de la pauvreté et de la désaffiliation, sous la direction d'Alain Lenfant, Spécificités, Editions Champ social, décembre, pp. 30-43.

Delahaie N., Duhautois R. (2013), « L'effet de l'intéressement sur l'évolution des salaires », Connaissance de l'emploi n° 108, Centre d'études de l'emploi, Novembre.

Grimault S., Capelier T., Fretel A., Leclerc G. et al (2014), Enquêtes monographiques sur la mise en œuvre du contrat de sécurisation professionnelle (CSP), Document d'études, Dares, n°187, novembre, 178 p.

Hege A. (2014), « La loi de 2008 dans les pratiques des acteurs : une enquête sociologique », in Le droit ouvrier n° 792, juillet, pp. 465-469.

Hege A., Cothenet A., Diringier J., Dufour C., Kahmann M. (2014), « L'influence de la loi du 20 août 2008 sur les relations collectives de travail dans les entreprises », Etude agence d'objectifs CGT, septembre.

Math Antoine, Spire Alexis (2014), « Précarisation : la preuve par les chiffres », Plein Droit n°102, octobre 2014, pp.34-38.

Math A. (2014), « Les restrictions d'accès aux étrangers » in A. Eydoux et B. Gomel, Apprendre (de l'échec) du RSA. La solidarité active en question, éditions Liaisons sociales, pp. 165-173.

Pernot J.M. (2014), « L'égalité en matière sociale : réflexions à partir de l'histoire des relations sociales », in Akandji-Kombé JF (eds.), Égalité et droit social, Paris, Bibliothèque de l'IRJS, p 13-20.

Communications des chercheurs

Pierre Concialdi

Forum de l'OMC 2014. Thème du forum « Pourquoi le commerce nous concerne tous ». Communication « Trade and Jobs in the European Union: some issues and debates ». (Genève, 1-3 octobre 2014)

UR CGT de Bretagne. Intervention à un débat public sur le financement de la protection sociale. (Lorient, 16 octobre 2014)

CGT-FO. Intervention au colloque « Regards pluridisciplinaires sur le SMIC ». (Paris, 24 novembre 2014)

Adelheid Hege

CSC Wallonie-Bruxelles. Formation des permanent(e)s : « La participation des travailleurs en entreprise et dans les projets syndicaux » Intervention (avec Christian Dufour) : « Enjeux de représentativité : la représentation des travailleurs et travailleuses précaires ». (Houffalize, Belgique, 28 novembre 2014)

Michel Husson

CGT-FO Colloque. Intervention « Regards pluridisciplinaires sur le SMIC ». (Paris, 24 novembre 2014)

Fédération CGT des services d'études. Journée d'étude « Compétitivité ». Communication « L'économie française dans l'Europe du tout-compétitivité ». (Paris, 11 décembre 2014)

Frédéric Lerais

Assemblée nationale. Audition pour la commission d'enquête sur la réduction du temps de travail. (Paris, 1er octobre 2014)

Les journées de l'histoire. Participation à une table ronde « Les jeunes sont-ils les mal aimés de l'Europe ? ». (Blois, 10 octobre 2014)

Dares. Colloque. Présidence d'une table ronde « Les marchés du travail européen et américain dans la crise ». (Paris, 6 novembre 2014)

Dares. Colloque. Participation à une table ronde « Quelles recherches sur les relations professionnelles ? » (Paris, 19 novembre 2014)

CESE. Audition « Rapport sur l'Etat de la France ». (Paris, 10 décembre 2014)

Antoine Math

Université Paris 8. Forum pour l'accès aux droits. Intervention « Droits sociaux et accès aux juridictions sociales ». (Saint Denis, 11 octobre 2014)

Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF). Séminaire « Mission parlementaire sur les vieux migrants. Deux ans après, quelles avancées ? ». Intervention « Mission parlementaire sur les immigrés âgés : analyse du rapport et bilan des mesures prises ». (Paris, 5 novembre 2014)

Union des familles laïques (UFAL). Colloque « Pour un accès universel aux soins ». Communication « Les conséquences des politiques d'austérité en Europe sur la santé ». (Paris, 8 novembre 2014)

Syndicat de la Magistrature. 48ème congrès. Intervention « La précarisation des étrangers à travers les restrictions sur les droits sociaux et sur le droit au séjour ». (Paris, 29 novembre 2014)

Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s (GISTI). Journée d'étude « Précarisation du séjour, régression des droits fondamentaux ». Intervention « Droits déniés, droits entravés et non recours aux droits. Précarisation du séjour et accès aux droits sociaux ». (Paris, 1er décembre 2014)

Haut conseil de la famille (HCF). Présentation de l'étude de l'IRES sur « Les dépenses consacrées par la société pour les enfants ». (Paris, 11 décembre 2014).

Association Française d'Etudes des Relations Professionnelles (AFERP). Intervention « Vers un renouvellement des fonctions des prestations familiales ? ». (Paris, 16 décembre 2014).

Jean-Marie Pernot

Université du Havre. Jury de thèse : participation à la soutenance de thèse (histoire) de M. K Crochemore, « Syndicalisme international et régionalisation du monde : l'ITF face à la construction de l'Europe (1943 à nos jours) ». (Le Havre, 3 octobre 2014)

Macif. Conférence devant les conseillers régionaux. Intervention « Le syndicalisme français et la dynamique des relations professionnelles ». (Paris, 7 octobre 2014)

Association « Information pluralisme, débat citoyen ». Débat public sur l'ouvrage « la Grève ». (Mulhouse, 23 octobre 2014)

Jéco (Journées de l'économie). Participation à la table ronde « Réfléchir de manière plus profonde aux réformes structurelles ». (Lyon, 13 novembre 2014)

Université du Havre. Jury de thèse : participation à la soutenance de thèse de (histoire) Mme Cl. Roccati « Un internationalisme entre discours et pratiques. La politique internationale de la CFDT (1964-1988) ». (Le Havre, 22 novembre 2014)

Udo Rehfeldt

CGIL. Projet EUROATCA 2 « Les accords d'entreprise transnationaux ». Conférence finale. Intervention « Les accords d'entreprise transnationaux et les processus de restructuration : inventaire et évaluation » (en anglais). (Rome, 17 octobre 2014)

Université de la Sarre. Cycle de conférences « Centenaire de la Première Guerre mondiale : La guerre et le schisme du mouvement ouvrier ». Conférence « Le mouvement ouvrier français et la Première Guerre mondiale : de l'antimilitarisme révolutionnaire à l'intégration réformiste ». (Sarrebriick, 10 décembre 2014)

Centre Cournot. Séminaire « La social-démocratie a-t-elle des fondements économiques ? ». Intervention comme discutant du texte « La dynamique du capitalisme et la participation des travailleurs » de Bernard Gazier et Olivier Boylaud. (Paris, ESCP, 16 décembre 2014)

Benoît Robin

Anact-Université Dauphine-Entreprise & personnel. Animation d'un des ateliers de la rencontre du réseau grandes entreprises sur les propositions de perspective du réseau RH sur les questions de risques psychosociaux. (Paris, 10 octobre 2014)

La Lettre de l'IRES - Publication trimestrielle
16, bd du Mont d'Est 93192 Noisy Le Grand, Cedex
Directeur de la publication : Bernard Ibal
Responsable : Benoît Robin
Réalisation : Monique Jacquin
Louyot S.A. - Paris
Dépôt légal : 4^e trimestre 2014 - ISSN n°1145-1394

L'IRES soutient l'effort de recherche propre à chaque organisation syndicale en finançant des programmes établis par chacune d'elles. Ces travaux sont menés sous leur responsabilité, mais les résultats de ces recherches sont mis à la disposition de l'ensemble du mouvement syndical. Dans cette rubrique, nous vous présentons les travaux remis à l'IRES dans le cadre de ces conventions de recherche au cours des derniers mois, qu'il est possible de retrouver sur www.ires.fr.



Les technologies de l'autonomie et de la santé : entre progrès et régressions. Support pour le « bien vieillir »

A.M. Benoit, C. Gucher, A. Mollier, H. Revil, SFR Santé et Société Grenoble-Alpes, Université Pierre Mendès-France

Depuis les années 1970, l'usage des technologies est entré dans la sphère de l'accompagnement et de la prise en charge des personnes âgées fragiles et dépendantes. La téléassistance a connu depuis un certain succès, même si son développement demeure en dessous de celui constaté dans les pays anglo-saxons. Les dispositifs de télémédecine s'inscrivent dans le panorama d'une offre de soins menacée par la désertification médicale, notamment dans les espaces ruraux. Si ces deux types de technologies, de même que la robotique médicale destinée à assister les médecins dans leurs pratiques chirurgicales, ont trouvé leur public, ainsi qu'un cadre juridique et de financement qui en autorise le développement, d'autres moins connues, ou aux fonctions moins identifiées, peinent à s'implanter, malgré les supports politiques et financiers dont elles bénéficient, notamment récemment à travers le lancement de la Silver Economie. Ces technologies nombreuses, diverses, paraissent porteuses de promesses mais leur développement et leur banalisation posent nombre de questions que cette étude se propose d'éclairer. Qu'il s'agisse de la domotique, des systèmes de géolocalisation destinés aux personnes souffrant de troubles cognitifs, des systèmes d'actimétrie

utilisés dans les capteurs de chutes ou encore des robots humanoïdes présentés comme robots domestiques ou robots compagnons, la question de la fiabilité et de l'efficacité demeure posée en l'absence d'un dispositif de contrôle et de labellisation unifié au niveau national ou international. Les constats des dernières années soulignent également les problèmes d'acceptabilité de ces technologies tant pour les personnes âgées elles-mêmes que pour les professionnels qui les accompagnent. Les modifications de l'univers quotidien, des pratiques professionnelles, des formes de collaboration qu'elles entraînent constituent autant d'éléments qu'il convient d'analyser. D'autres enjeux juridiques et éthiques apparaissent également autour du développement de ces supports techniques de sécurisation et de soin. Enfin, à travers l'implantation de ces technologies dans des systèmes d'aide médico-sociaux, on assiste à une refonte des manières de penser et de concevoir les politiques gérontologiques territorialisées, qui s'appuie sur un nouveau modèle de collaboration public-privé.



Les normes du logement locatif durable

Yankl Fijalkow, Ecole Nationale d'Architecture Paris Val de Seine.

La ville durable impose de nouveaux défis en termes de production et de consommation des espaces urbains, le logement durable, qui renvoie à de nouveaux principes de reconstruction et de comportements. Ce phénomène, peu évoqué dans les sciences sociales,

mérite pourtant d'être évoqué du point de vue du parc locatif et non de la technostructure scientifique (normes, performance thermique).

Le pari de cette étude repose en vérité sur l'idée que le thème du logement durable constitue une opportunité pour relancer le débat sur les normes en matière d'habitat telles qu'elles sont produites au quotidien par ses acteurs et usagers.

En effet, si l'on prend un recul historique, le logement durable s'inscrit dans la continuité de la conquête du confort de l'habitat en France depuis la seconde guerre mondiale : la réduction de l'insalubrité des logements plus vastes et mieux équipés sur le plan sanitaire. Ce progrès a néanmoins eu comme contrepartie une brutale mise aux normes des habitants des quartiers populaires et une forte hausse de la part du revenu consacré au loyer. L'étude s'articulera donc en premier lieu sur un historique sur les normes de logements locatifs en France et dans quelques pays européens, puis sur une étude du positionnement des différents acteurs du champ du logement. Enfin, la troisième partie proposera des scénarios possibles d'évolution des normes.



Ecart de retraite entre les hommes et les femmes dans le privé et le public

D. Meurs, C. Bonnet, B. Rapoport (Ined)

Les retraites des femmes sont, en moyenne, inférieures de moitié à celles des hommes dans le secteur privé, l'écart étant beaucoup

plus resserré dans la Fonction publique où elles atteignent 80% de celles des hommes. Au-delà de ce constat, il est important d'identifier les sources de ces écarts et de voir dans quelle mesure elles diffèrent dans le public et dans le privé. La recherche s'appuie sur une base de données, l'Echantillon Interrégimes des Retraités 2008 (EIR 2008) qui permet de comparer avec des variables similaires l'ensemble des retraités du privé et du public (y compris les retraites complémentaires).

Nous évaluons d'abord les inégalités de retraite parmi les hommes et parmi les femmes. Trois résultats ressortent : les dispersions des retraites sont plus fortes dans le privé que dans le public. Les inégalités des retraites des hommes et des femmes séparément dans chaque secteur sont du même ordre de grandeur. Enfin, les facteurs expliquant ces inégalités, quel que soit le secteur, ne sont pas les mêmes selon les sexes. Pour les hommes, c'est la diversité des salaires de référence qui explique l'essentiel de la dispersion des retraites, pour les femmes c'est la diversité des durées validées.

Ensuite, nous estimons le rôle des éléments constitutifs du calcul des retraites dans les écarts constatés entre les hommes et les femmes. Durée de carrière et salaire sont logiquement les composantes explicatives les plus importantes, tant dans le public que le privé, mais leur poids varie le long de la distribution. Les plus faibles durées de carrière des femmes expliquent leur désavantage dans les premiers déciles, alors que ce sont les salaires inférieurs qui sont responsables des différences à partir du septième décile. On voit aussi le rôle très important des minima contributifs dans les

deux premiers déciles comme élément de resserrement des écarts entre les retraites des hommes et des femmes. Les autres facteurs structurels n'ont quasiment aucun impact sur les différences de retraite entre les hommes et les femmes, quel que soit le régime observé.

En conclusion, le rapport permet d'asseoir deux constats simples mais robustes :

- Les écarts de retraite entre les hommes et les femmes dépendent massivement des inégalités de carrière (durée validée et salaire de référence) tant dans le public que dans le privé.

- Les minima jouent un rôle crucial dans le public et le privé, pour limiter les inégalités de retraite entre les hommes et les femmes des premiers déciles.



Syndicalisme et environnement. Genèse de l'action environnementale du mouvement syndical de 1944 aux années 1970

Renaud Bécot, EHESS

Au cours des dernières années, les organisations syndicales se sont emparées d'une série de défis environnementaux (définition des « emplois verts » à l'échelle internationale, directive européenne REACH sur l'usage des produits chimiques, participation au Grenelle de l'environnement, réflexion sur le rôle syndical face au changement climatique, etc.). Cette stricte

énumération pourrait suggérer que les organisations syndicales se limiteraient à réagir à des propositions exogènes et ne disposeraient pas de ressources spécifiques pour intervenir sur ces enjeux. Les organisations syndicales se trouveraient ainsi contraintes de prendre position à partir de réflexions qui ne seraient pas produites en leur sein.

Ce rapport se propose au contraire d'interroger cette approche focalisée sur le présent en proposant un retour sur le passé syndical, afin d'identifier les critères qui mènent les organisations syndicales à se préoccuper d'enjeux environnementaux. Ce rapport se fonde sur l'étude d'archives.

La première partie du rapport dresse un tableau de l'état des savoirs sur l'action syndicale en matière d'environnement, en rappelant que de récentes recherches sociologiques publiées par l'IRES ont récemment contribué à éclairer ces enjeux.

Dans une seconde partie, ce rapport montre qu'avant même l'apparition de politiques publiques de l'environnement, certains secteurs du mouvement syndical se préoccupèrent de l'usage des ressources naturelles, comme des préjudices causés par la pollution industrielle.

La troisième partie s'intéresse au moment « d'invention politique de l'environnement », au tournant de la décennie 1970. Le rapport identifie des leviers d'action (et leurs limites), en les inscrivant dans la continuité de leurs répertoires d'action. Cette approche syndicale passée offre finalement l'exemple d'une réflexion précoce quant aux inégalités environnementales.

Pour se procurer ces travaux

CFDT - Pascaline Dupré-Camus - 4 bd de la Villette 75955 Paris cedex 19 - Tel : 01.42.03.81.17 - pdupre-ca@cfdt.fr

CFE-CGC - Justine Vincent - 59/63, rue du Rocher 75008 Paris - Tel : 01.55.30.69.63 - justine.vincent@cfecgc.fr

CFTC - Anthony Ratier - 128 av. Jean Jaurès 93500 Pantin - Tel : 01.73.30.49.05 - aratier@cftc.fr

CGT - Fabrice Pruvost - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex - Tel : 01.55.82.81.50 - f.pruvost@cgt.fr

CGT-FO - Sébastien Dupuch - 141 av. du Maine 75680 Paris cedex 14 - Tel : 01.40.52.83.39 - sdupuch@force-ouvriere.fr

UNSA-Education - Samy Driss - 87 bis, av. Georges Gosnat 94853 Ivry/Seine - Tel : 01.56.20.29.65 - samy.driss@unsa-education.org